

## **Révision de la liste des Revues AERES 2012-2013. Un débat en trompe l'œil, le pluralisme en retrait**

*Jean-Paul Domin  
Florence Jany-Catrice  
Thomas Lamarche*

Contact: [secretariat.afep@googlemail.com](mailto:secretariat.afep@googlemail.com)

### **1. Le contexte**

L'AERES sous l'impulsion de Pierre Glaudes, directeur de la section des unités de recherche, s'était émue des tensions en économie et gestion, et notamment de la difficulté de proposer un mode d'évaluation largement accepté par la communauté des économistes.

Nombreux économistes n'ont en effet eu de cesse de faire le lien entre la crise économique majeure dans laquelle nos économies sont entrées depuis 2007 et le manque de pluralisme dans la pensée économique. Alors qu'il est urgent de relever les défis économiques, sociaux et environnementaux, la pensée reste corsetée par des théories dominantes qui n'ont pas permis ne serait-ce que d'envisager la crise financière.

Engagé sous la responsabilité des délégués scientifiques (DS) de l'AERES (qui sont des économistes et des gestionnaires nommés par l'Agence<sup>1</sup>), un processus visant à mener une concertation a été lancé en juillet 2012. L'AFEP, qui s'est constituée au sein de la profession des économistes pour défendre le pluralisme et réunit près de 600 enseignants-chercheurs en France, a été conviée aux travaux de refonte de la liste des revues AERES et à la réflexion sur les produits de la recherche.

### **2. Une nouvelle liste classante**

Pressé par l'urgence de la « vague D<sup>2</sup> », il a été demandé aux participants du groupe de travail « évaluation », composé de représentants de la section 37 du CNRS<sup>3</sup>, des sections 05<sup>4</sup> et 06<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> Etienne Farvaque et Benoît Mulkay pour l'économie, Aude Deville et Véronique des Garets pour la gestion.

<sup>2</sup> C'est-à-dire la vague d'évaluation d'une partie des laboratoires en 2012.

<sup>3</sup> Stéphane Zuber et Jean-Benoit Zimmermann.

<sup>4</sup> Alain Ayong-Le-Kama et Sandrine Michel.

<sup>5</sup> Eric Lamarque et Isabelle Huault.

du CNU, de l'AFEP<sup>6</sup>, l'AFSE<sup>7</sup> et la FNEGE<sup>8</sup>, de fournir des noms de revues qu'il serait légitime d'ajouter à la « Liste des revues en économie et gestion » qui a été composée d'une fusion des liste de la section 37 et de la FNEGE. Cette liste a pour fonction, on le rappelle, de désigner les revues publiant les articles comptabilisés dans l'évaluation des chercheurs et des unités, c'est-à-dire celles qui sont considérées comme « académiques » et « scientifiques ».

Un processus de concertation a été mis en place pour élaborer une liste qui devait être finalisée pour la « vague E » suivante. Du fait de l'effort d'intégration de 38 revues<sup>9</sup> dans la liste, l'AFEP a participé à la validation de cette liste « vague D » en octobre 2012. Le processus engagé par l'AERES avait comme objectif, maintes fois répété par les DS et par Pierre Glaudes, de trouver un « consensus ». Il était prévu de mieux représenter la pluralité des courants, des méthodes et des objets, et d'assurer la reconnaissance des différents champs.

Suite au travail de deux sous-commissions (l'une en vue d'élaborer une « liste des revues », l'autre en vue de définir les « autres produits de la recherche », voir *infra*), deux réunions plénières étaient prévues. Une seule s'est tenue en mars 2012. Un processus spécifique pour les revues françaises a été programmé et a longuement occupé le groupe de travail « liste des revues ». Il a donné lieu à une liste de critères qu'il était convenu de soumettre aux revues françaises afin de bien reconnaître la spécificité d'une activité de production en français.

Depuis mars 2013, aucune information n'a filtré de l'AERES, et début octobre 2013, soit sept mois plus tard, un courrier demande aux participants de ce processus de valider une liste qui a été élaborée par les DS économie et gestion de l'AERES. Au nom de l'urgence de la vague E et de difficultés techniques propres à l'AERES à mener une enquête auprès des revues françaises, une liste est donc soumise, dont le contenu n'a en rien été légitimé. Toujours au nom de cette urgence, la validation est supposée avoir lieu par un vote électronique non discuté en amont, alors que la décision est évidemment de première importance.

Cette liste supprime des revues de son périmètre alors même que la commission a longuement expliqué et validé qu'il fallait éviter un mouvement trop important d'entrées et de sorties. Cette liste propose un classement, classement auquel l'AFEP s'oppose depuis le début des discussions. Plus fondamentalement ce nouveau classement ne modifie en rien la marginalisation d'un nombre important de revues, ce que l'AFEP a dénoncé, montrant de quelle façon cela engendrait la fin du pluralisme.

L'AFEP a participé à un processus qui semblait pouvoir ouvrir le jeu dans les sciences économiques, et permettre une meilleure prise en compte du pluralisme. La dynamique du collectif semble avoir fait place à celle des lobbies de quelques revues. La procédure de vote proposée sans discussion est une négation du travail fourni par la commission durant plusieurs mois.

---

<sup>6</sup> Florence Jany-Catrice, Thomas Lamarche et Jean-Paul Domin.

<sup>7</sup> François Bourguignon, Jean Mercenier et Gilbert Cette.

<sup>8</sup> Pierre-Louis Dubois et Gilles Laurent.

<sup>9</sup> Ces 38 revues avaient été suggérées par l'AFEP, sur la demande express de l'AERES de compléments pour enrichissement de la liste, vague D.

### 3. Un contenu discutabile

Nous fournissons ici quelques indices de la régression que constitue cette liste et ce classement, au regard du pluralisme.

#### *a) De nombreuses revues disparaissent de manière incompréhensible, et sans discussion*

La liste de revues de l'AERES validée en octobre 2012 pour la vague D comptait 1007 revues, du fait de l'intégration de nouvelles revues pour cette vague et de la comptabilisation des revues MAD (multidisciplinaires et autres disciplines). La liste de la « vague E » n'en compte plus que 842. En lieu et place d'une ouverture c'est une hécatombe. Dans le fichier fourni pour procéder au vote, les revues entrées en 2012 sont tout simplement non comptabilisées. Cela représente 16,4 % de revues supprimées ! Dans le décompte de l'AERES, sont considérées comme « entrées » dans la liste, des revues qui étaient déjà dans cette même liste pour la vague D, mais qui étaient non classées (soit parce que nouvelles sur la liste, soit parce qu'issues d'une autre discipline).

La disparition de certaines revues est signalée, mais aucune indication n'est fournie sur les raisons de cette suppression : il s'agit seulement de « revues retirées de la liste » (sic) : 38 en économie et 18 en gestion. On note aussi la disparition de revues qui n'apparaissent même pas dans la rubrique « retirées de la liste ».

Plus précisément et en nous limitant à la liste des « 38 revues » proposées par l'AFEP lors de la vague D :

- 3 revues ont été intégrées dans le classement (en « C »...) : *Ethique et économique, Cahiers de l'innovation, Tiers Monde*. Soit 7,8 % des propositions ; soit encore 0,38 % de l'ensemble des revues.
- 4 revues ont été intégrées dans « autres disciplines » : *Histoire et Mesure, American Journal of Evaluation, Evaluation and Program Planning, Evaluation Review*
- 6 revues ont « disparu » (elles ne sont pas référencées, même pas en revues retirées de la liste) : *Critical Review, European Journal of Economic and Social Systems, European Journal of Economics and Economic Policy-Intervention, Journal of Industrial Relations, New Political Economy, Revue Internationale de l'Economie Sociale-Recma*<sup>10</sup>. (voir annexe, *infra*)
- 25 revues sont « retirées de la liste ».

#### *b) Les revues francophones d'économie particulièrement déclassées*

Les revues d'économie et de gestion en langue française représentent *moins de 10% de l'ensemble des revues*. Cela ne permet pas de soutenir une dynamique ancienne qui permet aussi de toucher un public non académique, et va à sens inverse de la défense de la langue.

De plus les revues d'économie francophones sont mal considérées par ce classement, alors même que le processus lancé par l'AERES avait trouvé dans l'amélioration de la reconnaissance des revues françaises un rare point de consensus. Il avait en effet été décidé de veiller au classement des revues françaises qui, du fait même de la langue et non de leur qualité, sont mal prises en compte par les instruments de mesure internationaux. Ce travail

---

<sup>10</sup> En revanche, la revue *Annals of Public and Cooperative Economics* est classée en rang A.

semble avoir été fait pour la gestion, mais la proposition a été abandonnée pour les revues en économie.

Au contraire, la vague E supprime davantage encore de revues françaises en économie. Comment ne pas s'étonner qu'ainsi la gestion ait, dans cette nouvelle liste, 6 revues de langue française de rang A contre 3 seulement en économie ?

**Tableau 1. Vague E : total des revues dans la liste.**

Rang A	309	36,7%
B	311	36,9%
C	222	26,4%
<b>total</b>	<b>842</b>	<b>100,0%</b>

**Tableau 2. Vague E : revues francophones, gestion et économie**

GESTION			ECONOMIE		
Rang A	6	21%	Rang A <sup>11</sup>	3	6%
B	7	24%	B	14	28%
C	16	55%	C	33	66%
total	29	100%	total	50	100%

### *c) Un espace interdisciplinaire mal reconnu*

Suite au travail de la commission il a été décidé, en octobre 2012, de considérer comme « produit de la recherche » tout article publié dans une revue référencée par l'AERES, même dans une autre discipline. C'est un progrès. Cependant la liste proposée retire 72 revues qui étaient présentes auparavant dans la catégorie « multidisciplinaire et autres disciplines ». *Il s'agit donc d'une régression* car ces revues ainsi présentes dans la précédente liste étaient de fait intégrées aux publications d'économie.

Enfin il avait été discuté d'une meilleure reconnaissance des revues institutionnalistes et des revues de courants ou de pensées moins reconnus et qui, par définition, n'ont pas les mêmes impacts quantitatifs en termes d'ampleur de lectorat. Lors de la dernière réunion de la commission, une proposition de domaine « économie et institution » avec classement a été proposée à la discussion et diffusée aux DS. Il y était expliqué que l'utilisation de ce domaine au sein de la commission permettait de rendre compte de la pluralité des publications.

Les premières discussions avaient reconnu le principe d'une telle démarche. Pourtant les revues du champ économie et institutions n'ont, de manière générale, en rien connu une amélioration de leur classement. On notera ainsi qu'outre les aberrations déjà citées *supra* : *SocioEconomic Review* est classée B ; *Journal of Socio-Economics* est classé C. ; *Review of Political Economy* est classée C...

<sup>11</sup> Les 3 revues de rang A sont : les Annales d'économie et statistique, la Revue économique, et la Revue d'Economie politique

#### **4. De la liste des revues aux « autres produits de la recherche »**

La sous-commission chargée des produits de la recherche s'est réunie quant à elle d'octobre à décembre 2012. Dès le départ, l'objectif était de respecter les critères définis préalablement par l'AERES. Un produit de recherche s'adresse au moins à la communauté scientifique et doit avoir un rayonnement au moins national (critère 1, production et qualité scientifique), il cible une communauté professionnelle ou institutionnelle et son impact est identifié (critère 3, interaction avec l'environnement). Il s'adresse aux étudiants de niveau master ou doctorat (critère 5, implication dans la formation par la recherche).

La sous-commission a opté, après des débats parfois vifs, pour une définition relativement large et ouverte des produits de la recherche, en intégrant dans la liste des articles dans des revues non référencées, des ouvrages (sans classement préalable des éditeurs comme le réclamaient certains membres de la sous-commission), des chapitres d'ouvrage, des communications publiés, des rapports scientifiques, des articles dans des revues professionnelles, mais également les thèses, des blogs, des logiciels, des bases de données. C'est sur ces derniers éléments que les débats ont été les plus vifs.

L'ouverture de la liste des produits de la recherche contraste avec le verrouillage de la liste des revues. L'AERES nous aurait-elle concédé les produits de la recherche, qu'elle considère comme une variable d'ajustement, pour conserver l'essentiel, le classement des revues ?

## ANNEXE

Liste des 38 revues de 2012 et traitement pour la vague E  
L'AFEP avait proposé 38 nouvelles revues avant les débats.  
Les revues ont été intégrées dans la vague D.  
Traitement pour la vague E :

3 revues ont été intégrées dans le classement (« C ») : Ethique et économique, cahiers de l'innovation, Tiers Monde. Soit 7,8% des propositions, et 0,38% de l'ensemble des revues.

4 revues ont été intégrées dans « autres disciplines » : Histoire et Mesure, American Journal of Evaluation, Evaluation and Program Planning, Evaluation Review

6 revues ont « disparu » (elles ne sont pas référencées, même pas en revues retirées de la liste) : Critical Review, European Journal of Economic and Social Systems, European Journal of Economics and Economic Policy, Journal of Industrial Relations, New Political Economy, Revue Internationale de l'Economie Sociale-Recma.

25 revues ont été supprimées.

Agriculture and Human Values 0889-048X	retirée de la liste
American Journal of Economics and Sociology 0002-9246	retirée de la liste
American Journal of Evaluation 1098-2140	autre discipline
American Review of Political Economy 1551-1383	retirée de la liste
Critical Review 0891-3811	disparue
Development 1011-6370	retirée de la liste
East-West Journal of Economics and Business	retirée de la liste
Economia Politica 1120-2890	retirée de la liste
Economia y Desarrollo 1692-3901	retirée de la liste
Economic Analysis and Policy 0313-5926	retirée de la liste
Ethique et économique	ajoutée dans la liste
European Journal of Economic and Social Systems	disparue
European Journal of Economics and Economic Policies	disparue
Evaluation and Program Planning 0149-7189	autre discipline
Evaluation Review 0193-841X	autre discipline
Forum for Health Economics and Policy 1558-9544	retirée de la liste
Forum for Social Economics 0736-0932	retirée de la liste
Global Economic Review 1226-508X	retirée de la liste
Histoire & Mesure 0982-1783	ajoutée dans autre discipline
Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation / Journal of innovation economics	ajoutée dans la liste
International Journal of Applied Economics 1548-0003	retirée de la liste
International Journal of Development Issues 1446-8956	retirée de la liste
International Journal of Social Economics 0306-8293	retirée de la liste
International Journal of Tourism Research 1099-2340	retirée de la liste
Journal of Economic and Social Measurement 0747-9662	retirée de la liste
Journal of Economic and Social Research 1302-1060	retirée de la liste

Journal of Human Development and Capabilities 1945-2829	retirée de la liste
Journal of Income and Wealth 0974-0309	retirée de la liste
Journal of Industrial Ecology 1088-1980	retirée de la liste
Journal of Industrial Relations 0022-1856	disparue
Journal of Interdisciplinary Economics 0260-1079	retirée de la liste
New Political Economy 1356-3467	disparue
Review of Regional Studies 0048-749X	retirée de la liste
Review of Urban and Regional Development Studies 0917-0553	retirée de la liste
Revue Internationale de l'Economie Sociale – RECMA	disparue
Revue Tiers Monde 1293-8882	ajoutée dans la liste
Science and Society	retirée de la liste
Social Indicators Research	retirée de la liste